

United Nations

Nations Unies

SECURITY  
COUNCIL

CONSEIL  
DE SECURITE

UNRESTRICTED

S/1015  
27 septembre 1948  
FRENCH  
ORIGINAL : ENGLISH

Full distribution  
-----

NOTE EN DATE DU 24 SEPTEMBRE 1948 ADRESSEE PAR LA DELEGATION  
DU HYDERABAD AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE AU SUJET  
DE LA QUESTION DU HYDERABAD

Paris, le 24 septembre 1948.

1. La délégation du Hyderabad enregistre avec satisfaction l'attitude prise par le Conseil de sécurité au cours de sa séance du 20 septembre. Il nous apparaît que la position du Conseil de sécurité est la suivante : l'invasion du Hyderabad par l'Inde accomplie par la force ne saurait conférer à l'Inde aucun droit valable; le Conseil prend acte de la déclaration des représentants de l'Inde aux termes de laquelle le seul objet de l'intervention de l'Inde était de rétablir l'ordre et de permettre à la population du Hyderabad d'exprimer librement sa volonté; enfin le Conseil maintient la question du Hyderabad à son ordre du jour.

2. Les événements qui se sont déroulés depuis la dernière réunion du Conseil de sécurité prouvent que le Gouvernement de l'Inde et les autorités indiennes d'occupation au Hyderabad sont résolus à ne pas agir d'une manière conforme à la déclaration du représentant de l'Inde. Ils ont introduit des réformes constitutionnelles et administratives d'une portée considérable et sans le moindre rapport avec le maintien de l'ordre public, objet prétendu de ces mesures. Ils ont contraint le Nizam à abandonner complètement le pouvoir au commandant militaire indien. Ils ont révoqué les principaux membres de l'administration dans la plupart des districts du Hyderabad. Ils ont placé le pays sous le contrôle des autorités militaires. Ils ont donné aux représentants du Hyderabad à l'étranger l'ordre de cesser toute activité. Il est clair que l'occupation sert des buts absolument étrangers, contraires en fait à son objet prétendu, et incompatibles avec la déclaration du représentant de l'Inde au Conseil de sécurité. En outre, d'après certains renseignements que viennent corroborer des informations de source indienne, le règne des représailles et des persécutions a déjà commencé.

3. Dans ces conditions, il est d'une nécessité impérieuse que le Conseil de sécurité se réunisse pour procéder à un examen de la situation et mettre fin à l'aggravation du fait accompli devant lequel a été placé le Conseil. Peut-être le Conseil, étant donné la sévère censure en vigueur et l'absence complète d'informations impartiales, jugera-t-il opportun de désigner des observateurs chargés de le tenir au courant de l'évolution de la situation en Hyderabad.